

La contribution des actions de formation en approche « Safe School » au développement des compétences des enseignants primaire et à la promotion d'une école résiliente au Burkina Faso.

KONATÉ Abdoulatoufou¹

Résumé

Depuis 2016, le Burkina Faso fait face à une recrudescence d'attaques terroristes et la prise en charge des enfants en situation d'urgence demeure un problème majeur. « Safe School » (École sûre) est une approche promue par l'UNICEF et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et institutions œuvrant dans le domaine humanitaire comme Humanité et Inclusion (HI), Danish Refugee Council (DRC). Cette recherche vise à collecter des informations relatives à la formation des enseignants du primaire sur l'approche « Safe School » ainsi que la contribution de ces actions de formations aux renforcements de leurs capacités.

L'étude réalisée a concerné cent-quarante-deux personnes constituées d'enseignants, d'élèves, d'encadreurs pédagogiques et de la communauté éducative des régions du Nord et du Centre-Nord. Grâce aux questionnaires et aux entretiens adressés aux quatre cibles, l'étude révèle que les actions de formations en approche « Safe School » contribuent au développement des compétences des enseignants des régions à défis sécuritaires. Toute chose qui permet aux acteurs de l'éducation d'éviter ou de réduire le risque d'attaque terroriste par l'élaboration de plan de préparation/réponse efficace pour une école résiliente pour tous.

Mots clés : Compétences-Formation-Safe School-Résilience-Enseignants

¹ KONATÉ Abdoulatoufou, Université de LISALA

The contribution of the actions of formation in approach" Safe School" to the development of the expertises of the teachers of the primary and to the promotion of a school résiliente in Burkina.

KONATÉ Abdoufatoufou¹

Abstract

For 2016, Burkina faso an upsurge of terrorist attacks and the hold puts some children in situation in charge of emergency stays a major problem. "Safe School" (sure School) is an approach promue by the UNICEF and the non Governmental Organizations (NGO) and institutions œuvrant in the humanitarian domain as Humanity and Inclusion (HI), Danish Refugee Council (DRC). This research aims to collect relative information to the formation of the teachers of the primary on the approach" Safe School" as well as the contribution of these actions of formations to the backings of their capacities.

The achieved survey concerned hundred forty two constituted people of teachers, pupils, educational encadreurs and the community educational of the regions of the North and the Centre-Nord. Thanks to the questionnaires and to the interviews addressed to the four targets, the survey reveals that the actions of formations in approach" Safe School" contribute to the development of the expertises of the teachers of the regions to challenges sécuritaires. All thing that allows the actors of the education to avoid or to reduce the terrorist attack risk by the efficient préparation/réponse plan development for a school résiliente for all.

Keywords: Expertises formation-Safe School - Résilience-Teach

Introduction

« L'éducation, c'est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés » (KI-ZERBO, 1990, p-10). De ce constat découle « l'éducation pour tous » animée lors de la conférence de Jomtien en Thaïlande en 1990. Conscient que l'éducation constitue un instrument de développement de tout pays, les pays du monde, notamment ceux en voie de développement ont entrepris des réformes pour augmenter l'offre éducative et améliorer la qualité de l'éducation de leurs systèmes éducatifs. Dans cette optique, les pays d'Afrique au sud du Sahara, depuis plusieurs décennies, se sont lancés dans une politique hardie de scolarisation universelle avec d'importants résultats en termes d'accès à l'école et de résorption des inégalités filles/garçons dans les écoles d'enseignement primaire. Cependant, en dépit des efforts déployés, l'insécurité persistante et croissante a contraint près de 2000 écoles du Burkina Faso, du Mali et du Niger à fermer leurs portes ou à cesser de fonctionner. Mohammad Ibn CHAMBAS relève à ce propos : « l'un des défis majeurs auxquels la région Ouest-africaine s'est trouvée confrontée au cours des dix dernières années a été la multiplication des conflits »². Ces conflits pour la plupart sont des attaques terroristes qui menacent la paix et la sécurité des populations de ladite région. Aussi, ces attaques ne visent pas seulement les forces de défenses et de sécurité. Elles visent désormais les infrastructures éducatives, les enseignants. En effet, des menaces contre le personnel éducatif, des attaques contre des installations scolaires et l'utilisation d'écoles à des fins militaires ont perturbé l'éducation de plus de 400000 enfants dans les trois pays et forcé 10050 enseignants à ne pas travailler ou à se déplacer à cause de la violence »³. Henrietta FORE Directrice Exécutive de l'UNICEF déclarait ceci : « les attaques terroristes directes contre les écoles, les enseignants et les enfants eux-mêmes et l'occupation militaire de lieux d'apprentissage sont de graves violations des droits des enfants »⁴

Au Burkina Faso particulièrement, la situation n'est guère reluisante. En effet, depuis Janvier 2016 avec la première attaque terroriste du pays, le Burkina Faso est confronté à des conflits intercommunautaires et à une insécurité croissante qui perturbent fortement les capacités du

² Allocution de Mohammad Ibn CHAMBAS, secrétaire exécutif de la CEDEAO à la réunion de haut niveau du Conseil de Sécurité sur : « les organisations régionales : relever les nouveaux défis en matière de paix et de sécurité internationales », NEW YORK, 11 Avril 2013 ; www.cedeao.org.

³Culture et Éducation : la fermeture des écoles au Sahel a doublé ces deux dernières années à cause de l'insécurité croissante (UNICEF)

⁴Culture et Éducation

gouvernement à assurer la fourniture adéquate de services sociaux de base, y compris celui relatif à l'éducation des enfants. L'attaque du village de Yirgou le 1^{er} janvier 2019 au Burkina Faso est une illustration parfaite des conflits intercommunautaires. Pour mémoire, le 1^{er} janvier 2019,

« des individus armés non identifiés ont attaqué (...) le village de Yirgou et tué six personnes, dont le chef du village. Cette attaque a été suivie de représailles intercommunautaires à Yirgou, un village de la commune de Barsalogo dans le Centre-Nord. Car après le départ des assaillants, des groupes de mossis proche du chef du village ont attaqué un campement peul, accusés d'être complices des terroristes. Sur place sept éleveurs peuls ont été lynchés à mort par ces groupes qui ont également incendié leurs cases »⁵(in Jeune Afrique avec AFP du 4 janvier 2019).

Ces actes de violences perpétrés par des individus non identifiés affectent toute l'administration publique du Burkina Faso. Dans les zones touchées par le terrorisme, l'administration ne fonctionne pas. Les enseignants des écoles primaires et des collèges d'enseignement sont obligés de quitter les lieux pour raisons de sécurité. Ainsi, en Mars 2017, 46% des écoles du Sahel, du Centre-Nord et du Nord ont fermé leurs portes pendant plus d'un mois, privant 87730 élèves dont 42173 filles et 47577 garçons⁶ de leur droit à l'éducation et occasionnant environ 37%⁷ d'absence chez les enseignants qui désertent de ce fait les écoles pour regagner des endroits plus sécurisés. En Mai 2019, on dénombrait 1088 établissements fermés au niveau national. Plus de 4000 enseignants s'en trouvent affectés privant ainsi 145000 enfants de leur droit à l'éducation⁸. Selon NEYA/DOMBWA Angéline, secrétaire de l'éducation en situation d'urgence, « 11,68% des structures éducatives du Burkina Faso sont fermées. En termes de chiffres, ce sont 2877 établissements scolaires fermés, 424014 élèves et 12478 enseignants touchés par cette situation en fin novembre 2021 »⁹. Le bilan est donc très lourd aussi bien pour les communautés que pour le système éducatif burkinabè.

C'est ainsi que le gouvernement du Burkina Faso, en endossant la déclaration sur la sécurité dans les écoles à New York en 2017, s'est engagé à protéger et à poursuivre l'éducation dans les zones touchées par les attaques terroristes. Pour ce faire, il a adopté une nouvelle stratégie pour la protection et la poursuite de l'éducation dans les zones à forts défis sécuritaires (Stratégie de Scolarisation des Élèves dans les Zones à forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso) en Mars 2019. Cette stratégie comprend la préparation de programmes pour aider les enfants

⁵ Sources sécuritaires du Burkina Faso, précisant qu'un dispositif de sécurité a été déployé sur les lieux

⁶ Manuel pour les situations d'urgence sur le terrain, guide à l'usage du personnel de l'UNICEF, UNICEF, 2005.

⁷ UNICEF, éducation et culture

⁸ Stratégie de Scolarisation des Élèves des Zones à forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS-2019-2024)

⁹Sources : Le Supplément de l'Économiste du Faso N° 420 du lundi 27 décembre 2021

dont les écoles ont été fermées à rattraper leur retard, l'intégration des enfants déplacés dans les écoles ouvertes, le renforcement de la sécurité scolaire et la reconstruction des écoles endommagées ou détruites, le renforcement du dispositif sécuritaire et la prise en charge psychologique des élèves et des enseignants touchés par les attaques terroristes. La stratégie comprend également l'élaboration d'un programme d'éducation grâce à la radio scolaire qui offre une plateforme d'apprentissage alternative aux enfants et aux jeunes touchés par les crises : les cours d'alphabétisation et de calcul seront diffusés à la radio, en français et dans plusieurs langues nationales. C'est pourquoi,

« la vision de la stratégie de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires est qu'à l'horizon 2024, le Burkina Faso bénéficie d'un environnement scolaire sain, pacifique et sécurisé qui garantit et favorise la continuité efficace des activités d'enseignement-apprentissage sur toute l'étendue du territoire national ». (SNSZDS¹⁰ 2019-2024)

Toutefois, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour limiter l'impact des attaques contre l'éducation dans son ensemble, la situation demeure préoccupante. En réponse aux effets négatifs de cette crise sur le système scolaire, le ministère en charge de l'éducation avec l'accompagnement de l'UNICEF a initié des actions d'urgence, notamment l'adoption et la mise en œuvre de l'approche « Safe School ». Depuis 2017, ce projet est financé par l'UNICEF et mis en œuvre par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Institutions œuvrant dans le domaine humanitaire à savoir Humanité et Inclusion, Danish Refugee Council (DRC). Il a été proposé au regard du contexte actuel du système éducatif burkinabè pour aider à créer un environnement d'apprentissage sécurisé et favoriser le maintien scolaire des élèves. Le projet se propose de renforcer la résilience des acteurs du système éducatif ainsi que celle de la communauté éducative. Les activités de ce projet mis en œuvre par DRC, couvrent les écoles des régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord et du Nord. L'atteinte des objectifs dudit projet passe par le renforcement de capacités de acteurs et de la communauté éducative, l'amélioration de la sûreté et de la sécurité ainsi que la mise en place d'un appui psychosocial.

Par ailleurs, l'État burkinabè sachant que les enseignants sont les principaux catalyseurs de la transmission des savoirs, savoir-faire et savoir-être, a fait de la question de la formation des personnels de l'éducation un défi majeur pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Aussi, la volonté du ministère de l'éducation à outiller tout le personnel de l'éducation du Burkina Faso en approche « Safe School » a poussé les autorités à initier la formation à l'intention des acteurs de l'éducation des zones à défis sécuritaires. La vision de cette approche novatrice est

¹⁰ SNSZDS : Stratégie Nationale de Scolarisation des élèves des Zones à forts Défis Sécuritaires.

de créer, dans les écoles du Burkina Faso, un environnement protecteur, inclusif, convivial pour un enseignement/apprentissage de qualité. Elle permet de développer des comportements résilients chez les acteurs éducatifs et communautaires que sont les enseignants, les agents sociaux, les élèves, les parents d'élèves et la communauté entière. Ce dynamisme créé par la formation en approche « Safe School » chez les acteurs de l'éducation des régions du Nord et du Centre-Nord a attiré notre attention. D'où notre intérêt pour cette approche. Quelle est la contribution de la formation en approche « Safe School » sur le développement des compétences des acteurs de l'éducation ? La compétence se définit comme des savoir-faire de haut niveau, qui exigent l'intégration de multiples ressources cognitives dans le traitement de situations complexes (Perrenoud, 1995, p 20-24). La compétence peut être définie comme l'ensemble des compétences potentiels (affectifs, cognitifs et psychologiques) qui permettent à un individu d'exercer une activité considérée généralement comme complexe (Raynal, F& Rieunier, A, 2018, p 76-77).

Cette étude se propose d'analyser la contribution de la formation en approche « Safe School » sur le développement des compétences des enseignants du primaire et à la promotion d'une école résiliente. Plus spécifiquement, elle ambitionne d'analyser le niveau de satisfaction des acteurs formés en approche « Safe School », de mesurer l'apport de la formation au développement des compétences des enseignants et d'évaluer son impact sur la communauté éducative.

1-Méthodologie

1-1-Site et population d'étude

L'enquête réalisée en décembre 2021, a concerné cent-quarante-deux (142) personnes dans trois (3) Circonscriptions d'Éducation de Base (CEB) (Bourzanga, Pissila, Tangaye) des Directions Régionales de l'Éducation Préscolaire, Primaire et Non Formelle (DREPPNF) du Nord et du Centre-Nord. Dans l'ensemble, la population d'étude est constituée d'enseignants, d'encadreurs pédagogiques, d'élèves et de personnes de ressources telles que l'Association des Parents d'Élèves (APE), de l'Association des Mères Éducatrices (AME), du Comité de Gestion des Écoles (COGES).

1-2-Echantillon, méthode et instruments de collecte des données

L'enquête réalisée a concerné cent-quarante-deux personnes constituées de quatre cibles. La première cible est composée de cent-vingt (120) enseignants choisis de manière aléatoire en

tenant compte de ceux qui étaient disponibles et intéressés par la recherche. Cette cible est en mesure de nous faire le point sur leur participation aux sessions de formation sur l'approche Safe School initiées par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN). Ces enseignants sont, non seulement, des collaborateurs directs et privilégiés des partenaires de l'éducation (APE, AME, COGES) mais aussi les bénéficiaires de la formation. Ils sont d'un appui inestimable dans l'analyse et l'appréciation de l'approche. La deuxième cible est composée de quatre (4) encadreurs pédagogiques qui ont animé des séances de formation sur l'approche Safe School. Le choix de cette cible s'est fait de manière raisonnée. La troisième cible également choisie de façon raisonnée, est constituée de personnes ressources dont six (6) membres APE, AME et COGES, soit deux enquêtés par structures. Ces différents responsables nous ont fourni des informations sur l'impact de la formation reçue par les enseignants sur le changement de comportement de la communauté. Enfin, les élèves, au nombre de douze (12), bénéficiaires directs des retombées des actions de formation, constituent notre quatrième cible. Un tirage aléatoire de quatre (4) élèves dans les classes de CE2, CM1 et CM2¹¹ a été effectué. Le genre a été respecté, soit une parité de six (6) filles et six (6) garçons. Le tableau ci-dessus nous présente les cibles et leurs effectifs.

Tableau n°1 : Récapitulatif de l'échantillon d'enquête

Cibles	Effectifs
Enseignants	120
Encadreurs Pédagogiques	04
Personnes ressources (APE, AME, COGES)	06
Élèves	12

¹¹ -CE2 : Cours Élémentaire deuxième année ;
CM1 : Cours Moyen première année ;
CM2 : Cours Moyen deuxième année

TOTAL	142
--------------	------------

Sources : enquêtes de terrain, décembre 2021

La méthode mixte a été privilégiée dans le cadre de cette recherche combinant la collecte de données quantitatives et qualitatives. Les instruments de collectes des données sont essentiellement le questionnaire et le guide d'entretien. Le questionnaire adressé aux enseignants comporte trois (3) grandes parties : le consentement, l'identification et les questions. Nous avons aussi opté pour l'entretien semi-directif dans la mesure où il permet de récolter et d'analyser plusieurs éléments à la fois : l'avis, l'attitude, les sentiments, les représentations de la personne interrogée. Les entretiens semi-directifs ont concerné les directeurs d'école, les élèves et les personnes de ressources. Les données quantitatives ont été traitées à l'aide des logiciels EXCEL et SPHINX 2016. Quant aux données qualitatives, l'analyse du contenu a été privilégiée.

2-Résultats

2-1-Présentation et analyse des résultats relatifs au dispositif de formation des acteurs selon l'approche « Safe School »

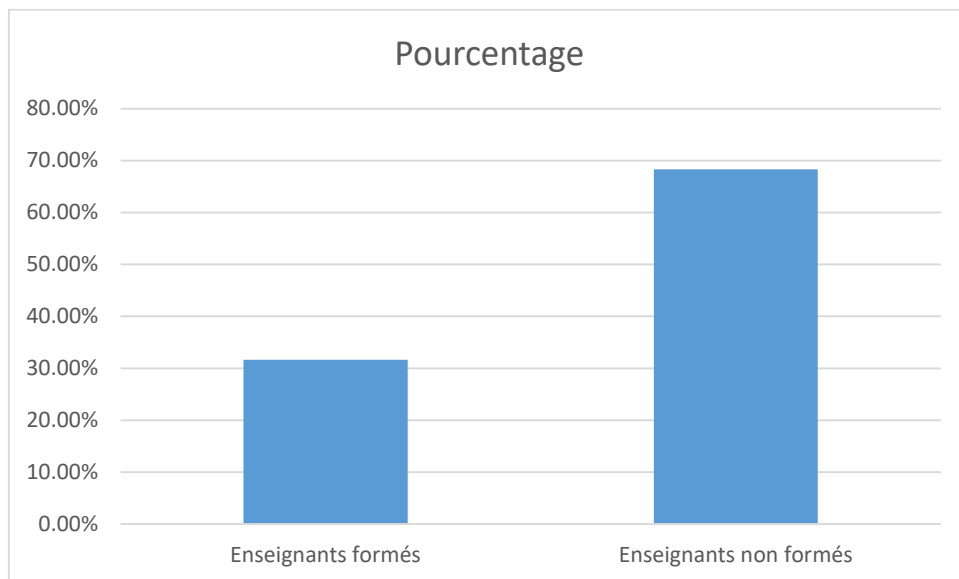
La promotion d'une éducation de qualité à travers la formation initiale et continue des acteurs est l'une des priorités du programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB) 2012-2021. Dans cette perspective le gouvernement burkinabè a décidé de l'introduction de l'approche « Safe School » dans son système éducatif. Le Décret n° 2007-540/PRES¹² du 5 septembre 2007 stipule qu'un des buts poursuivis par le système éducatif au Burkina Faso est de

« dispenser une formation adaptée dans son contenu et ses méthodes aux exigences de l'évolution économique, technologique, sociale et culturelle qui tient compte des aspirations et des valeurs au Burkina Faso, en Afrique et dans le monde »(article 14, alinéa 2)

Nonobstant ces dispositions pour assurer la formation des enseignants aux valeurs universelles, force est de constater que nombreux sont les enseignants qui n'ont pas reçu de formation sur l'approche « Safe School ». Sur les 120 enseignants interrogés, seulement 38 affirment avoir été formés à l'approche, soit un taux de 31,66%. La figure ci-dessous nous donne la situation des enseignants ayant reçus une formation sur l'approche « Safe School ».

¹² La loi n° O13-2007/AN du 30 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation, promulguée par le Décret no 2007-540/PRES du 5/09/2007.

Figure 1 : Pourcentages des enseignants formés et non formés à l'approche « Safe School ».



Sources : Enquêtes d terrain, décembre 2021

L'analyse de cette figure révèle un faible pourcentage de formation des enseignants à l'approche. Ce même constat est fait par un enseignant en ces termes :

« à l'école de formation, nous n'avons pas reçu de formation sur l'approche Safe School. Ce sont ces dernières années et ce grâce à la situation sécuritaire que nous apprenions que les enseignants sont outillés sur l'approche. C'est pour dire que certains enseignants sont en avance sur d'autres dans le même système éducatif en matière de prévention aux attaques terroristes ».

2-2-Presentation et analyse des résultats relatifs au niveau de satisfaction des enseignants formés.

La situation sécuritaire du Burkina Faso qui a entraîné des attaques des établissements publics, a amené le gouvernement burkinabè à adopter l'approche « Safe School ». En effet, les formations en cascades initiées par le MENAPLN dans les zones à défi sécuritaires, se sont étendues à toutes les régions touchées par le terrorisme, notamment la Boucle du Mouhoun, le Centre-Est, le Centre-Nord, l'Est, le Nord et le Sahel. L'objectif de cette approche qui est de renforcer les capacités des acteurs de l'éducation nationale à une résilience face aux attaques terroristes, a tenu toutes ses promesses en termes de qualité de formation. La satisfaction des bénéficiaires directs de la mise en œuvre de l'approche est totale. Nous retiendrons que la majorité des enseignants enquêtés (75 sur 120 enseignants) ont affirmé avoir trouvé l'approche Safe School adapté à la prise en charge des personnes affectées par les crises et/ou le danger. Il ressort de nos investigations que la formation reçue par les enseignants du primaire sur

l'approche « Safe School » était de bonne qualité. Le tableau ci-dessous donne une appréciation des enseignants enquêtés.

Tableau 1 : Appréciation des enseignants sur le contenu de la formation

Appréciation	Bonne Qualité	Mauvaise Qualité	Sans réponse	Total
Qualité du contenu de la formation	75	37	08	120

Sources : Enquêtes de terrain, décembre 2021

Au regard du tableau ci-dessus, nous remarquons que 75 enseignants affirment que la formation reçue est de bonne qualité, soit 62,5%. Seulement 30,83% des enseignants trouvent qu'elle est de mauvaise qualité donc peu efficace et 6,67% se sont abstenus d'apprécier. Cette satisfaction est confirmée par une enseignante qui a participé à la formation des enseignants en novembre 2020 quand elle affirme :

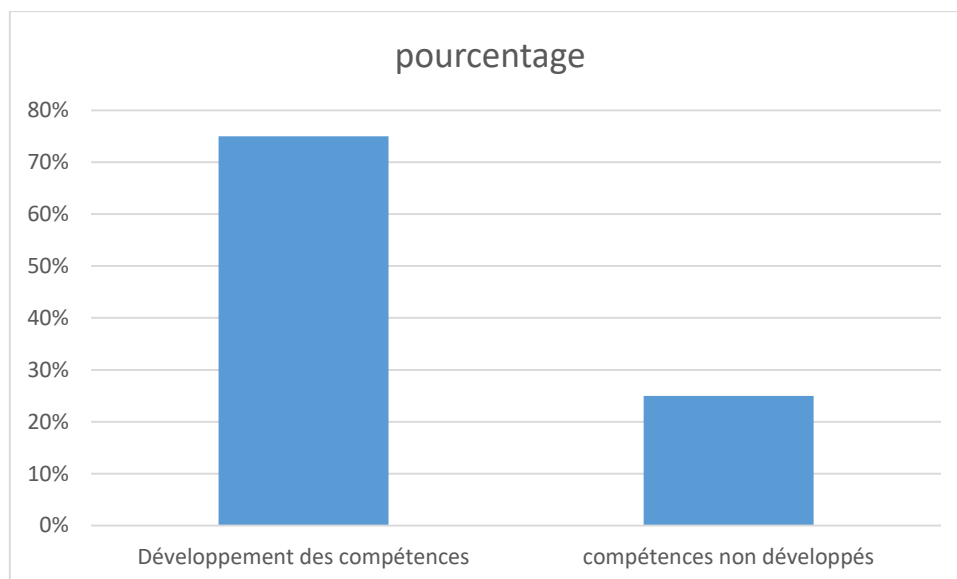
« tous les modules qui ont été développés au cours de la formation étaient de taille. Mais en ce qui concerne spécifiquement Safe School, les travaux en ateliers nous ont permis d'approfondir nos connaissances et préparer des plans de réponses en cas d'attaques terroristes. Cette formation vient combler nos insuffisances en matière de prévention face aux forces du mal ».

2-3-Presentation et analyse des résultats relatifs aux développement des compétences des enseignants.

La formation des enseignants occupe une place importante dans le système éducatif burkinabè. En effet, l'intégration harmonieux de l'approche « Safe School » dans le système éducatif dépend de la qualité de la formation des enseignants. Ce sont les enseignants qui sont les catalyseurs de la culture scolaire inclusive, de la culture scolaire non-violente, du développement des valeurs et des compétences des élèves. C'est encore eux qui favorisent la participation des élèves et des communautés à la vie scolaire (clubs scolaires, COGES, APE, AME¹³ inclusifs et impliqués dans la prévention des attaques terroristes). Dans le cadre notre enquête, 90 enseignants, soit 75% ont affirmé que la formation leur a permis de développer leurs compétences en matière de prévention face aux attaques terroristes. Les 25% restant trouvent que la formation n'a pas renforcé leurs capacités. La figure ci-dessous nous donne le niveau de renforcement des capacités des enseignants formés.

Figure 2 : Le pourcentage de compétence des enseignants renforcés

¹³ COGES (comité de gestion des écoles), APE (Association des Parents d'Élèves), AME (Association des Mères Éducatrices) sont des associations partenaires de l'éducation dans le système éducatif burkinabè.



Sources : Nos enquêtes de Mai 2021

2-4-Le réinvestissement des acquis de la formation aux niveaux de la communauté éducative

La vision de « Safe School » est de préparer les enseignants qui travaillent dans un contexte d'insécurité à engager leurs élèves d'une part, à la cartographie de la vulnérabilité de leur propre école, et d'autre part à élaborer des plans de préparation/réponse. Dans cette logique, les enseignants qui ont reçu la formation ont d'abord procédé à la sensibilisation de la communauté.

Un parent d'élève d'une école donne son témoignage en ces termes :

« un jour le directeur a invité les parents à une assemblée générale. Il nous a dit que les enseignants ont reçu une formation en prévention des attaques terroristes. Il nous a donné des informations sur le phénomène et la manière de prévenir le phénomène. Comme c'est une question de sécurité de nos enfants, des enseignants et de l'école, la communauté a décidé de les accompagner »

En outre, la mise en place des clubs scolaires dans les écoles est l'une des actions fortes de la formation des enseignants. Ces clubs à leur tour devraient sensibiliser les élèves sur la conduite à tenir avant et pendant une attaque terroriste. Interrogé sur la conduite à tenir en cas d'attaque, un élève répond : « en cas d'attaque, on se couche à même le sol ». Ce réflexe constaté chez les élèves prouve que le réinvestissement de la formation sur l'approche « Safe School » est une réalité.

Enfin, l'élaboration des plans de préparation/réponse dans les écoles est effective. En effet, nos enquêtes au niveau des trois Circonscriptions d'Éducatives de Bases (Bourzanga, Pissila, Tangaye) révèlent que toutes les écoles qui ont participé à la formation, ont élaboré des plans de préparation/réponse. Un des encadreurs pédagogiques chargé de la supervision affirme :

« Les rapports d'activités de l'approche Safe School montrent que toutes les écoles sont à jour. Aussi, lors de nos visites d'inspection, nous avons constaté leur effectivité ».

Comme on peut le constater, la prévention qui désigne l'ensemble d'actions permettant d'éviter ou de réduire le risque d'attaque terroriste a été constaté dans les écoles. La communauté éducative dans son ensemble a mis en œuvre en amont des actions qui permettent d'apporter une réponse en temps opportun. Aussi, pendant l'attaque, elle a proposé des solutions pour atténuer ou gérer les effets d'un danger. Il s'agit de pratiquer et d'utiliser les compétences et les connaissances nécessaires dans les quatre domaines tels que la communauté/communication, les connaissances, l'environnement physique et le bien être personnel. Au regard de ces résultats, nous pouvons déduire que toutes les réalisations de « Safe School » ont propulsé les actions de renforcement de résiliences des acteurs du système éducatif dans ces localités.

3-Discussion

3-1-La qualité de la formation des enseignants en approche « Safe School »

Au Burkina Faso, la qualité de la formation des enseignants est de plus en plus décriée. C'est au regard de tout cela et dans la perspective de proposer des voies et moyens pour améliorer la résilience des acteurs de l'éducation face aux attaques terroristes récurrentes que le gouvernement du Burkina Faso a initié la formation des enseignants du primaire selon l'approche « Safe School » dans les régions à forts défis sécuritaires. Dans l'optique de l'entendre sur toute l'étendue du territoire national, les enseignants des régions du Nord et Centre-Nord ont bénéficié de ce renforcement de capacités. Cette formation, selon les acteurs, a été à la hauteur des attentes. En effet, 62,5% des enseignants enquêtés affirment que la formation était de bonne qualité. Les enseignants ont suivi avec attention cette formation. Pour eux, elle constitue un enjeu capital pour la survie de l'institution scolaire. C'est ainsi que Perrenoud (1994, p.64) dit que « dans toutes les professions, la formation est un enjeu pour les employeurs et pour les organisations ». Cependant, il faut noter que la formation en approche « Safe School » n'a pas touché tous les enseignants des deux régions enquêtées. Certains enseignants n'ont pas bénéficié de cette formation. Les enquêtes ont révélé que seulement 31,66% des enseignants ont reçu la formation, soit le tiers des enseignants des deux régions. Toute chose qui peut avoir des répercussions sur l'adhésion de tous les acteurs de l'éducation à ce noble projet.

3-2-Le développement des compétences des enseignants en approche « Safe School »

L'enseignant est vecteur clé contribuant à la qualité de l'éducation. Pour ce faire, le développement de ses compétences à travers la formation continue est une nécessité. Selon Diakité Soumaïla (2006), l'élargissement de la base de l'éducation ne devient efficace que s'il est porté et soutenu par une stratégie de développement de la formation des enseignants. Conscient des insuffisances de la formation des enseignants en matière de prévention aux différentes crises, l'UNICEF, à travers « Safe School », développe le programme « Safe School » dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel. Cette formation initiée dans les régions du Nord et Centre-Nord est une continuité des actions déjà entreprises en 2017 en lien avec la stratégie des Nations Unies pour le Sahel. Il s'agit de la résolution 2282 (2016) du Conseil de Sécurité et de la résolution 20/162 du 27 avril 2016 de l'Assemblée Générale pour le maintien de la paix au Burkina Faso. Cette formation initiée dans le ministère de l'éducation, a permis de renforcer les compétences des enseignants. Toutefois les limites de cette formation résident au niveau du renforcement des capacités des enseignants dans la prise en charge psychosociale. En réalité, dans les zones à défis sécuritaires, Safe School prévoit un dispositif d'appui psychosocial à l'endroit des enseignants et des élèves victimes d'attaques terroristes. Cette prise en charge psychosociale n'est pas effective au niveau des régions.. En outre, la non harmonisation de la compréhension de l'approche, entraîne une disparité de pratiques dans la mise en œuvre et constitue ainsi un frein dans sa promotion. Aussi, l'insuffisance de suivi d'impact des activités, notamment l'appropriation effective par l'ensemble des acteurs de mise en œuvre de l'approche « Safe School », constitue une faiblesse.

Conclusion

La présente étude qui a porté sur la contribution de la formation en approche « Safe School » sur le développement des compétences des enseignants du primaire, a été réalisée dans les régions du Nord et du Centre-Nord. Elle nous a donné l'opportunité d'appréhender non seulement la contribution de ladite formation à la promotion d'un espace d'apprentissage protégé dans la zone mais aussi d'analyser les facteurs de conflits et de danger qui minent les écoles. Cette étude présente d'énormes intérêts pour les acteurs de la mise en œuvre de l'approche Safe School au niveau régional que national. A travers l'analyse de l'apport de la formation de l'approche pour une école résiliente, l'étude a révélé que l'approche est mise en œuvre dans les régions enquêtées. Elle a permis aux enseignants, aux élèves et la communauté éducative d'avoir une analyse interactive des forces et des faiblesses en lien avec l'école et de

disposer de connaissances générales sur les questions de sécurité, les forces et les vulnérabilités qui menacent les écoles des régions du Nord et du Centre-Nord et par extension toutes les écoles touchées par le terrorisme.

Au regard de ce qui précède et en conformité avec les résultats collectés sur le terrain, nous formulons des suggestions dans l'optique d'apporter notre contribution à la promotion d'une école résiliente dans les régions concernées par l'étude et par ricochet dans toutes régions affectées par les attaques terroristes. Pour ce faire, les autorités dans l'objectif de pérenniser les acquis de la formation « Safe School », doivent développer des stratégies en collaboration avec les forces de défenses et de sécurité (FDS), les élus locaux ainsi que les autorités administratives pour inciter la communauté à contribuer à l'organisation de campagnes de mobilisation sociale. Aussi, la supervision continue des acteurs de la mise en œuvre de l'approche Safe School avec des accompagnements de proximité qui décèlent les acquis, les difficultés et dissipent les confusions et les incompréhensions liées à la mise en œuvre s'avère un impératif. De ce fait, les autorités doivent encourager les enseignants à réactualiser leurs plans de préparation/réponse en tenant compte des difficultés rencontrées lors des simulations. Elles doivent veiller à la poursuite des différentes activités sur le terrain. De plus, elles veilleront à former de manière continue les acteurs de la mise en œuvre de l'approche et mettre en place une équipe de formation des formateurs qui permettra d'assurer la formation continue. Enfin, étendre la formation des enseignants au plan national par la mise à l'échelle de l'approche dans les quarante-cinq (45) provinces du Burkina Faso.

Bibliographie

BURKINA FASO, 2018, Document du formateur : Formation des enseignants et des acteurs sociaux sur l'approche « Safe School » dans la dynamique des Écoles de Qualité Amies des Enfants (EQAmE) au Burkina Faso, 164p

BURKINA FASO, 2019, Document sur la stratégie de scolarisation des Élèves des Zones à forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS-2019-2024), 40p

BURKINA FASO, 2007, Loi n°013-2007/AN du 30 Juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation.

DIAKITÉ, S, 2006, *Éducation et Développement : la construction d'un système éducatif de qualité au Mali*, consulté le 29/11/2020 /<https://books.google.bf/books?id=rrnahiFdGWEC&pg=PT4>

ECONOMISTE DU FASO, 2021, Le supplément de l'Économiste du Faso, n° 420 du lundi 27 décembre 2021

KI-ZERBO, J, 1990, *Éduquer ou périr*, Paris, l'harmattan, 125p

MENA, 2012, Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base – 2012 – 2021 ; Ouagadougou (Burkina Faso)

MENA, 2013, Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation. 2012-2021 – Ouagadougou (Burkina Faso).

MENA (2009), Formation des acteurs de la mise en œuvre de l'enseignement des thèmes émergents

PERRENOUD, P, 1995, Des savoirs aux compétences. De quoi parle-t-on en parlant de compétences ? https://www.unige.ch/fapse/sse/teachers/perrenoud/php_1995/1995_08.html: consulté le 02/01/2018

PERRENOUD, P, 1994, Formation des enseignants : Entre théorie et pratique (S.I) : Éditions l'Harmattan

RAYNAL, F ; RIEUNIER, A, 2018, Pédagogie, dictionnaire des concepts clés : Apprentissages, formation, psychologie cognitive, (S.I) : ESF Sciences Humaines

ONU, 2017, Déclaration sur la sécurité dans les écoles

UNICEF, 2005, Manuel pour les situations d'urgence sur le terrain, guide à l'usage du personnel de l'UNICEF

UNICEF, 2019, Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, UNICEF/IPE, Janvier 2019.